



### Avis COMPTE ADMINISTRATIF

#### Intervention de Florence LIBRA au nom des groupes CGT, FSU et Solidaires.

Le mouvement social qui a traversé le pays ces derniers mois devrait conduire les élus de la Nation à s'interroger sur les causes de la colère populaire qui s'exprime sous de multiples formes.

Parmi les préoccupations avancées, le consentement à l'impôt, la réponse aux besoins des plus démunis, le traitement équitable de tous les territoires, la place des services publics, sont prégnantes.

Comment y répondre ? En conduisant des politiques qui placent en leur cœur des questions aussi essentielles que des transports de qualité, une formation pour tous, la construction de logements de qualité accessibles au plus grand nombre, le développement des territoires, le développement de services publics de qualité.

Force est de constater qu'en Région PACA, nous sommes loin du compte ! Alors que les recettes en 2018 ont progressé de plus de 130 millions d'euros, les dépenses reculent de près de 47 millions d'euros !

L'exécutif régional fait le choix d'orienter les recettes supplémentaires, non pas vers la réponse aux besoins des populations mais vers l'épargne ! Est-ce responsable ? La réalité sociale de PACA est suffisamment connue pour considérer que ce choix dogmatique relève de l'irresponsabilité politique la plus totale. Alors que les taux sont particulièrement bas (négatifs même), il semble assez déraisonnable de ne pas

en profiter pour investir. L'exécutif attend-il l'augmentation des taux pour le faire ?

Les modifications de fléchages sur certaines lignes budgétaires de sommes inscrites au budget primitif semblent plus renvoyer à une gestion court-termiste qu'à une politique reposant sur une vision prospective. Ce qui ne sera pas sans conséquence pour l'avenir de notre région.

Alors que chacun s'accorde à considérer la formation comme un élément central pour les jeunes, les salariés, les privés d'emplois et les entreprises, le budget Formation Professionnelle recule de 15,5%. Alors que les usagers n'en peuvent plus des conditions de transport en PACA, le budget d'exploitation des TER recule de 11%. Alors que notre Région se veut attractive et d'excellence, le budget Enseignement Supérieur Recherche recule de 4,9%. En matière culturelle, ce sont la création, la production et la diffusion culturelle qui perdent 25% de budget ! Dans le domaine sportif, c'est le soutien au mouvement sportif et à l'équipement des clubs qui recule de 3 millions d'euros...

Par contre, l'épargne brute augmente de près de 78 millions d'euros.

Le budget supplémentaire 2019, même s'il tient les engagements annoncés lors du budget primitif concernant les manuels scolaires, prend malheureusement le même chemin.

Le CESER doit poser la question des conséquences de tels choix sur les populations et les territoires. La mise en place d'une évaluation de ces politiques et de leurs conséquences est nécessaire.

Quel effet sur l'emploi de la politique de soutien sans contrepartie aux entreprises ? Quel effet la réduction des moyens pour le TER ou pour la Formation professionnelle a-t-elle sur le service rendu ? Quelles conséquences pour les associations, forces vives de nos territoires, a le désengagement de la Région ? Etc... Il est urgent que le CESER essaye d'analyser les effets à court et à long termes d'une baisse notable des investissements de la Région sur les différents territoires et sur la société dans son ensemble.

Le CESER, plutôt que de se féliciter de cette volonté de réduire à tout prix le niveau d'endettement, devrait également s'interroger sur l'utilisation de la dette, de l'argent emprunté et, là aussi, conduire une activité d'évaluation.

Le CESER a décidé de faire du « Bien vivre en Région » le fil rouge de cette mandature. Nous considérons que les choix de la Région vont à l'encontre de l'objectif du bien vivre pour tous et de l'intérêt général qui pourtant, devraient être au centre des politiques publiques.

Malgré les échanges intéressants dans les différentes commissions, les avis du CESER sur le Compte Administratif comme sur le Budget supplémentaire restent trop factuels et ne pointent pas suffisamment ces questions de fonds. C'est pourquoi les groupes CGT, FSU et Solidaires s'abstiendront.